

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**Contre Macron et le CAC40,
s'organiser pour faire
entendre notre colère !**

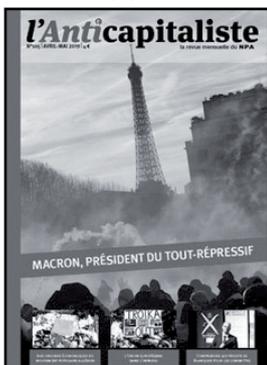
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

Abonnez-vous, abonnez vos amis !



Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom: _____ Prénom: _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

En lutte p.4-11

- Contre la réforme Macron, six mois d'affrontement qui n'ont pas dit leur dernier mot
- Des collectifs pour prendre nos affaires en main, défendre nos intérêts de classe
- Echos de collectifs : AG de Bassens, collectif de Pessac, collectif Rive droite, collectif de Mérignac...
- E3C, pour les lycéens et les enseignants, c'est non !
- Au lycée Pape Clément de Pessac, ni Blanquer, ni Delevoye !
- Mérignac : les profs des écoles mobilisés
- Collèges morts en Gironde

Nos vies, pas leurs profits p.12-13

- Le Travail social se mobilise
- Grève pour les salaires à Cdiscount
- GFT Blanquefort : débrayage pour les NAO
- SNCF : diviser pour mieux régner... pour les profits de Vinci and Co

Municipales p.14-16

- Des listes Anticapitalistes et révolutionnaires, pour les luttes des travailleurs !
- à Mérignac, Lormont, Bordeaux, Pessac, Cenon
- La «parité» ? une lutte de classe elle aussi !
- Blackout médiatique

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Contre Macron et le CAC40, S'organiser pour faire entendre notre colère !

Le 49-3 n'a fait qu'amplifier le mécontentement contre le gouvernement qui panique et passe en force.

La colère ne faiblit pas. Les initiatives et manifestations pour le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, ont été un succès, avec près de 1500 personnes à Bordeaux. La réponse de Macron a été une nouvelle démonstration de brutalité policière contre les manifestantes à Paris.

L'épidémie de coronavirus révèle l'incurie du gouvernement, et sa responsabilité dans le désastre des hôpitaux publics, asphyxiés par le manque de moyens. Depuis un an, les grèves dans les services d'urgence, ou les démissions de médecins chefs de services hospitaliers, dénoncent les conséquences de 30 ans d'offensive libérale et d'économies sur le dos des salariés comme de notre santé.

Cette offensive se retrouve partout : dans les écoles, les budgets sociaux, les communes, tout est bon pour imposer de nouvelles coupes, des suppressions de postes, des fermetures de classes... et ce sont les classes populaires qui en paient le prix fort.

Les attaques contre nos retraites, tout comme les salaires qui stagnent et la précarité qui explose, relèvent de la même politique, menée par Macron comme ses prédécesseurs : prendre sur le dos des travailleurs, des précaires, des chômeurs, des retraités, des jeunes... pour servir les intérêts des plus riches et de la finance.

Panique virale sur les marchés

La société capitaliste malade du profit est incapable de gérer l'aggravation de l'épidémie. Les marchés en sont la démonstration : les bourses financières connaissent depuis début mars leur pire période depuis 2008, des milliards de milliards sont déjà partis en fumée. Des chaînes de production dans l'industrie, dans la logistique et les transports, la production de médicaments sont fortement perturbées par la fermeture d'usines et le blocage de marchandises en Chine. La recherche permanente du profit maximum

conduit la société dans un mur. Le virus provoque panique et fuite en avant chez les classes dirigeantes et les gouvernements qui font de la surenchère nationaliste, aussi pourrie qu'impuissante.

L'extrême-droite tente aussi de faire son beurre en demandant la fermeture des frontières, comme si des pays au cœur de la mondialisation capitaliste pouvaient tout d'un coup vivre en autarcie.

En réalité seule une coopération internationale devrait être de mise, en particulier afin de répondre aux besoins sanitaires des populations les plus défavorisées. C'est bien l'inverse qui se passe selon la logique du désordre de la course au profit et de la concurrence.

Contre ce monde malade, portons le second coup contre la réforme des retraites

Les gesticulations du gouvernement face au coronavirus ne peuvent masquer que le gouvernement est en difficulté, fragilisé par un an et demi de contestation sociale.

Dans les collectifs de mobilisation contre la réforme des retraites, partout se discute comment donner un second souffle au mouvement, malgré les difficultés, après le passage en force honteux du 49-3... et alors que les directions syndicales ne portent aucune perspective d'affrontement avec ce pouvoir. Même le patronat craint un second round que pourraient engager les travailleurs contre cette réforme, ou en retrouvant le chemin des luttes pour les salaires.

Pour faire entendre notre colère, nos aspirations, la volonté de changer le monde qui se sont exprimées à travers le mouvement des gilets jaunes et à travers la mobilisation de ces derniers mois, il s'agit de nous organiser, pour faire de la

politique, défendre les exigences des travailleurs et des classes populaires, pour une autre répartition des richesses, pour l'augmentation des salaires en prenant sur les profits, contre le capitalisme qui détruit nos droits comme il détruit l'environnement, pour un monde meilleur.



Contre la réforme Macron six mois d'affrontement qui n'ont pas dit leur dernier mot

Avec sa réforme des retraites, Macron nous promettait un système unique assurant l'égalité de toutes et tous, des caisses à l'équilibre, pas de retraite inférieure à 1000 euros... Mais sans surprise, le rapport présenté en juillet 2019 par son « haut commissaire aux retraites », Delevoe, après 18 mois de « consultation des partenaires sociaux » disait tout autre chose. Pour la plupart d'entre nous, à commencer par les plus précaires, les femmes, c'était la condamnation à travailler plus longtemps pour des retraites moindres. Les plus aisés, eux, pourraient cotiser à des fonds de pensions privés, au grand bénéfice de ces derniers. Mille euros de retraite minimum... à condition d'avoir cotisé pendant la durée requise pour obtenir une retraite complète, jusqu'à « l'âge pivot » ! Quant à l'équité, c'était le prétexte à une offensive contre les régimes spéciaux des cheminots, des employés de la RATP, etc.

Le bluff faisait long feu, et tandis que les médias aux ordres entonnaient l'éloge de la réforme à venir, la colère contre l'arnaque gagnait la rue, s'ajoutant à celle des urgentistes, des Gilets jaunes dont le mouvement se poursuivait.

Sous la pression de sa base, la direction de la CGT, qui s'était prêtée à la « consul-

tation » Delevoe, finissait par dénoncer, le 29 août, la « liquidation de notre modèle social » et appelait à une journée de grève le 24 septembre, rejointe par Solidaires et la FSU. Mais les salariés de la RATP prenaient les devants. Le 13 septembre, par une journée de grève massivement suivie, ils lançaient le coup d'envoi du mouvement contre la réforme Macron-Delavoie. Le soir même, l'intersyndicale RATP, poussée par sa base, appelait à une journée de grève le 5 décembre, rejointe par l'intersyndicale de la SNCF. Et au soir de la journée d'action du 24 septembre – elle aussi un succès – la CGT, FO, la FSU, Solidaires et des syndicats étudiants et lycéens se joignaient eux-aussi à l'appel au 5 décembre.

Un mois et demi de mobilisation massive, où tout était possible

Des centaines de milliers de travailleurs répondaient à cet appel, début d'un mois et demi de forte mobilisation sociale, s'appuyant sur la grève reconductible votée à la RATP et à la SNCF. Au soir du 5, l'intersyndicale, à laquelle se joignaient la CFDT, la CGC, l'UNSA et la CFTC, lançait l'appel à la journée suivante, le 10 décembre, premier de la série de « temps

forts » qui allaient rythmer le mouvement jusqu'au 20 février. Dès le début, la mobilisation était massive, 1 800 000 manifestants le 17 décembre selon la CGT, 70 000 à Bordeaux...

Ces chiffres donnent la mesure de la force que constituait le mouvement. L'activité à la RATP et la SNCF était quasiment bloquée. Certaines raffineries arrêtaient leur production. Les enseignants, particulièrement touchés par la réforme, entraient massivement dans la lutte. Les avocats descendaient dans la rue, se mettaient en grève. A Bordeaux au Grand théâtre, à Paris à l'Opéra, les artistes, en grève, organisaient des spectacles dans la rue...

Bien des militants étaient convaincus qu'il aurait suffi que les confédérations syndicales lancent un appel à une grève générale jusqu'au retrait pour qu'en quelques jours, le gouvernement remballe son projet. Ce n'est pas ce qu'elles ont fait.

Les grandes confédérations syndicales choisissent le dialogue social

Dès le 5 janvier, Berger, le patron de la CFDT, répétant que son objectif n'était que la suppression de l'âge pivot, proposait l'organisation d'une « conférence de financement » associant les divers partenaires sociaux. E. Philippe, saisissant la balle au bond, annonçait le 11 qu'il était prêt à renoncer à fixer un âge pivot et reprenait l'idée de la conférence de financement. CFDT, CGC, UNSA et CFDT quittaient alors l'intersyndicale. Faute d'autre perspective, la grève s'arrêtait le 19 à la RATP, puis à la SNCF.

L'intersyndicale, de nouveau réduite à la





CGT, FO, Solidaires et FSU, continuait à lancer des appels à des journées d'action. Mais la CGT et FO, tout en disant toujours exiger le retrait du projet de réforme, acceptaient pourtant, en totale contradiction, de se prêter à la mascarade de la commission de financement qui s'ouvrait le 19 février. Signe que le temps était venu pour elles de quitter le terrain de la rue pour celui du dialogue social, après le « temps fort » du 20 février, elles appelaient bien à une nouvelle journée...

mais pour le 31 mars, plus d'un mois plus tard !

Prendre nos affaires en main !

Le recours au 49.3 par Macron et Philippe, le 29 février, poussera bien FO et la CGT à claquer la porte de la commission de financement, mais elles n'ont pas modifié leur calendrier, se contentant d'inviter chacun à se joindre aux

« initiatives locales » prises par les collectifs interpro qui eux, ne baissent pas les bras, malgré les difficultés, cherchant à se coordonner, à pallier aux renoncements des directions syndicales. La tâche peut sembler impossible, mais c'est la seule voie, prendre nos affaires en main, construire démocratiquement l'organisation de lutte dont nous avons besoin pour gagner contre Macron et le CAC 40. Et ça n'est pas perdu !

Daniel Minvielle

Des collectifs pour prendre nos affaires en main, défendre nos intérêts de classe

Dans le mouvement, les collectifs interpros locaux, AG de lutte, coordinations ont permis à la lutte de s'organiser, de se renforcer et de s'étendre. Ils sont le cadre où tous les acteurs de la lutte, après les mois de mobilisation des gilets jaunes, nous avons pu discuter et nous organiser à la base pour prendre en main notre lutte.

Pour préparer la manif du 5 décembre et la suite, les syndicats CGT regroupés autour d'une orientation « lutte de classe » au dernier congrès de leur UD (voir AntiK n° XX) avaient pris l'initiative d'une série d'AG depuis le 18 novembre. Dans ces AG de lutte, réunies à Bordeaux puis à Blanquefort, réunissant syndicalistes, non syndiqués, gilets jaunes et étudiants, nous avons posé pour l'ensemble du mouvement la question

d'organiser la convergence des luttes et les suites du 5, avec la conscience qu'il nous faudrait construire une grève dans tout le pays et aller à l'affrontement avec le gouvernement pour imposer le retrait de la réforme.

« L'AG de lutte » a été le creuset de discussions démocratiques sur la nécessité de prendre nos affaires en main, ne pas s'en remettre aux directions syndicales même si leurs dates d'appel structuraient le mouvement, sur la démocratie et, au-delà des retraites, sur la nécessité de combattre Macron et son monde. C'est dans ce cadre que les militants de la lutte ont appris à se connaître, à prendre conscience de leurs intérêts communs de classe.

« L'AG de lutte » a pris l'initiative d'appeler à une AG après la

manif du 5 : un succès qui a rassemblé plus de 800 personnes dans une ambiance de révolte, dans la Fac de la Victoire occupée depuis la veille par les étudiants, et qui a permis à des militants de nombreux secteurs d'exprimer leur volonté de faire converger les luttes.

Les AG qui se sont poursuivies à la fac de la Victoire occupée n'ont pas su ou pu par la suite perpétuer le cadre de regroupement démocratique de discussion et de décision pour le mouvement. La volonté de construire, de décider collectivement, rencontrait l'opposition de ceux qui notamment parmi les autonomes et certains Gilets jaunes mettaient en avant le spontanéisme contre toute forme d'organisation et de démocratie. Les AG de la Victoire se sont terminées avec l'expulsion des étudiants de leur fac pendant les vacances de fin d'année.

Une vingtaine de collectifs locaux

Avec la montée en puissance du mouvement au mois de décembre, tiré par la grève reconductible des cheminots et l'entrée en masse des enseignants dans la grève, les militants du mouvement ont impulsé partout des collectifs locaux. Ils sont près de 20 maintenant en Gironde principalement autour de la mobilisation des enseignants dont la lutte a combiné les retraites et la réforme du bac avec les E3C.

C'est dans les collectifs locaux que nous avons organisé localement la convergence des luttes avec le souci de regrouper tous les secteurs possibles du public et du privé, pour discuter, organiser nos propres actions de blocage, tractages, réunions publiques et manifestations locales, comme une fête à Bègles qui a réuni près de 400 personnes, pour renforcer encore le mouvement, l'élargir, alors même que la grève reconductible des cheminots marquait le pas.

La politique des principales directions syndicales, entre les appels à poursuivre la grève et leur participation aux négociations bidon avec un gouvernement qui affichait sa volonté de ne



rien céder, et l'espace des journées nationales de grève de l'intersyndicale ont renforcé la méfiance de la minorité la plus consciente, le sentiment qu'il n'y avait pas grand-chose à attendre de l'intersyndicale qui n'offrait aucune perspectives pour aller jusqu'au retrait. D'autant plus que l'intersyndicale locale a systématiquement refusé de travailler avec les collectifs.

La nécessité de coordonner les collectifs locaux s'est imposée pour, malgré les difficultés, centraliser les actions. Une coordination s'est mise en place et se réunit toutes les semaines, en lien avec la coordination nationale des collectifs. On y discute aussi de comment œuvrer à ce que le mouvement, loin d'être fini, peut trouver un second souffle.

L'affrontement avec le gouvernement est au cœur des discussions, de la politisation dans les collectifs et pose le problème de construire nos propres organisations de lutte, démocratiques, indépendantes des appareils institutionnels et réformistes syndicaux comme politiques. Il pose la question d'une organisation politique des travailleurs, pour défendre nos intérêts de classe, pour imposer nos droits.

Christine Héraud

Quelques échos de collectifs ... AG de Bassens ...

Le collectif « AG de Bassens » porte bien son nom. Car Lil est issu du collectif syndicalistes-gilets jaunes de la Presqu'île qui se réunissait en AG à la Maison des syndicats de Bassens et qui a contribué à ce que des Gilets jaunes et des militants FO Transports, CGT, FSU, CNT et Solidaires militent ensemble durant le mouvement des Gilets jaunes l'année dernière (voir Anticapitalistes 88, 89 et 93)

Des liens de confiance se sont ainsi créés qui ont permis d'organiser une série de blocages « de l'économie » : des dépôts (C-Discount, TFE, Géodis...), des plateformes de la Poste,

le Marché de Brienne, avec des centaines de personnes et souvent une grande partie de la nuit voire de la journée.

Il y a eu aussi, durant le mouvement et à la faveur de grèves, en particulier les jours appelés par les syndicats (les « temps forts »), des soutiens à des piquets de grévistes de TBM (tram et bus), aux électriciens d'Enedis qui ont tenu un piquet jour et nuit durant plus d'une semaine à Floirac ainsi qu'aux travailleurs de la centrale nucléaire de Braud-Saint-Louis.

Dans ce cas, les syndicalistes, les Gilets jaunes et les jeunes venaient en renfort des grévistes mais surtout marquer la

Blocage dépôt pétrolier de Bassens - 7 janvier

solidarité de notre camp social. Ces blocages, organisés de manière discrète voire secrète, devenaient, une fois installés sur les entrées ou ronds-points ciblés, des lieux de rencontre et de discussion durant des heures où de nouveaux militants sont venus, comme les territoriaux de SUD.

Cela n'a quasiment pas été médiatisé mais les routiers, les cheminots, les enseignants, les Gilets jaunes, les camarades d'autres collectifs et tous ceux qui y ont participé s'en rappellent comme des moments de convergence forts et chaleureux.

On a même réussi à bloquer un jour l'approvisionnement en carburant du dépôt pétrolier de DPA à Bassens en coordination avec les dockers CGT qui faisaient leurs journées « Port mort » juste à côté de la Maison des syndicats mais sans aucun lien, même avec la CGT. On les a invités à l'UL puis à une AG du collectif où deux d'entre eux ont discuté en laissant tomber leurs préjugés à l'encontre des Gilets jaunes. Ils sont venus par la suite au rassemblement que nous avons organisé pour soutenir un routier de FO et un Gilet jaune convoqués à la gendarmerie pour cause de blocage.

Les AG et les actions regroupent moins de monde aujourd'hui. Mais à la rencontre festive de dimanche 23 février



à la Maison des syndicats, nous étions plus d'une centaine à partager des grillades offertes par les syndicats et ce que chacun a apporté comme accompagnement. Un débat s'est improvisé et le film « *Il suffira d'un gilet* » a fait salle comble. On a pu vérifier encore une fois à travers des discussions vives mais fraternelles, qui politisent, que les liens créés dans la lutte sont notre principal acquis.

Laurent et Mónica

... collectif de Pessac ...

A Pessac, le « collectif de mobilisation pour le retrait de la réforme des retraites » s'est constitué à la mi-décembre suite à l'appel d'enseignants du lycée Pape Clément, du collège de Noès, de professeurs des écoles... La réunion de constitution regroupait non seulement des enseignants travaillant ou habitant la commune mais des hospitaliers, des agents municipaux,

des salariés d'entreprises comme la SNCF, la Monnaie, de blanchisserie industrielle, de crèche, etc... ainsi que des retraités.

Parmi nous, des militants CGT, SUD, FSU, mais aussi une proportion importante de non syndiqués, avec toutes et tous la volonté de construire le mouvement, de s'organiser localement pour l'étendre, convaincre de s'engager dans la lutte, mais aussi de prendre la mesure de la situation. Aussi le collectif a à la fois organisé des diffusions sur les marchés ou dans les cités de Pessac pour aller discuter avec la population, des actions comme devant la permanence de la députée LREM, et des réunions de débats. Lors d'un premier débat public pendant les fêtes de fin d'année, où nous étions une quarantaine, plusieurs interventions introductives ont permis de revenir sur la réforme elle-même mais aussi sur le contexte d'offensive dans lequel elle s'inscrit, un camarade revenant sur les 30 dernières années de « réformes ».

Le collectif continue à se réunir régulièrement et est partie prenante de la coordination départementale qui s'est mise en place.



Permanence députée LREM de Pessac

... collectif Rive droite ...

Le collectif rive droite, principalement constitué d'enseignants fortement mobilisés sur Lormont, Cenon et Floirac est né dès le lendemain du 5 décembre. Lors d'une première réunion publique à Cenon, où s'étaient retrouvés les enseignants mais aussi des salariés de l'AIA, du transport, d'associations et des retraités, il s'est de fait élargi en collectif interpro, avec des gilets jaunes même s'il reste en majorité aujourd'hui un collectif principalement enseignants-gilets jaunes. Il est en lien régulier avec l'AG interpro de Bassens.

Au cours des 3 mois de lutte, il a organisé ses propres actions de tractage pour élargir le mouvement en direction du

privé, sur le marché de Bassens mais aussi à la porte des entreprises comme Michelin ou CNB (les chantiers navals de Bordeaux).

Ses membres sont très actifs sur la mobilisation contre les E3C. Enseignants et parents d'élèves du collectif ont organisé les blocages des lycées Mauriac et Elie Faure, et ceux de plusieurs collèges de la rive droite.

Une journée de débats-ateliers-concert des luttes est en préparation au Rocher de Palmer pour le mois d'avril, pour, dans une ambiance de fête, permettre à tous les collectifs de se retrouver et de discuter de la poursuite de la mobilisation.

... collectif de Mérignac

À Mérignac, le collectif local a été lancé début décembre à l'initiative de profs des écoles primaires et maternelles, particulièrement mobilisés par la grève. Des écoles (Bourran, Les Bosquets...) ont été fermées à plusieurs reprises. Au lycée Daguin, des AG de profs ont eu lieu. Rapidement, le lien s'est fait avec le collectif. On a tenu des réunions chaque semaine, organisé des diffusions de tracts sur le marché et devant plusieurs supermarchés, avec à chaque fois un accueil très solidaire... Même si on a tous rencontré la difficulté de faire passer la discussion du « *on vous soutient...* » à « *on s'y met ensemble...* ». Une réunion publique a été organisée ainsi qu'un rassemblement devant la permanence du député LREM de la circonscription, avec les camarades du collectif de St Médard.

Le collectif très majoritairement de profs a la volonté de s'élargir en « interpro », vu que sur la commune il y a des centaines d'entreprises, dont certaines de plusieurs milliers de

salariés, dans l'industrie, la banque, la grande distribution...

Le collectif s'est adressé à l'Union locale CGT de Mérignac pour travailler ensemble, perspective défendue aussi par certains d'entre nous militants dans l'UL. Quand, le 17 décembre, celle-ci a organisé le blocage réussi du rond-point de l'aéroport, avec plus de 150 personnes (militants syndicaux et de plusieurs collectifs, gilets jaunes, étudiants), nous y étions présents, notamment pour discuter de construire la convergence, de militer ensemble dans un cadre « interpro ». Nous sommes allés aussi à des diffusions de tracts organisées par l'UL avec notre banderole.

Des camarades CGT de l'aéronautique, de la Poste, de l'énergie ont ensuite participé régulièrement au collectif, mais l'UL en tant que telle a gardé ses distances, réticente à militer dans un cadre qui réunit des militants de plusieurs syndicats (FSU, CGT, FO) et des non-syndiqués... et où la liberté de discussion a souvent amené à critiquer les orientations des directions syndicales.

C'est bien ce cadre de discussion pour agir ensemble qui fait toute la richesse du collectif. Les liens qui s'y sont construits sont un point d'appui pour l'avenir...

Correspondants



Devant la permanence du député avec les collectifs de Mérignac et St Médard en Jalles

E3C, pour les lycéens et les enseignants, c'est non !

Les enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur sommes fortement mobilisés depuis le 5 décembre. Les profs de lycées tiennent à dire, et c'est nouveau, qu'ils se battent contre la réforme des retraites en interpro avant tout, mais que la lutte contre les E3C (épreuves communes de contrôle continu) est liée.

En effet, la colère est immense contre la politique du gouvernement Macron préparée par les précédents, avec le mépris du ministre Blanquer se permettant de dire que les enseignants mobilisés n'étaient que 0,1%, la presse faisant un black-out complet sur cette lutte.

Alors, que ce soit le 17 décembre ou encore en janvier, aux militants se sont ajoutés des nouveaux collègues qui ont manifesté et fait grève soit sur les jours de grève appelés par les syndicats, soit en reconductible, soit sont venus sur leur temps de pause rejoindre des cortèges vivants et colorés, avec des pancartes d'établissement et des slogans politiques et humoristiques ou d'autres actions interpro, le tout préparé par des heures d'info syndicales, des AG régulières souvent fournies.

Blanquer a voulu passer en force pour empêcher le corps enseignant de se regrouper. Il a fait paraître les décrets très vite, empêchant autant les profs que les élèves de bien se préparer, ce que les parents aussi ont dénoncé.

Rien n'y a fait et donc, à partir des premières passations d'épreuves, surtout en janvier, des collègues se sont organisés pour les empêcher dans beaucoup de lycées avec un soutien interpro. Il y a eu d'abord le lycée Magendie puis Eiffel complètement bloqués par des enseignants en grève soutenus par plus de 150 militants de collectifs dont des cheminots.

Au lycée Mauriac, des enseignants grévistes, notamment avec Sud Education, et des élèves qui avaient informé les parents sur la contre-réforme dans une salle dédiée lors d'une réunion parents/profs, ont organisé des sit-in et des chahuts durant les épreuves reportées 4 fois, un record !

Les initiatives ont foisonné : jet de livres et cartables en public,

chansons en ligne, café offert aux jeunes lors d'un blocage par des gilets jaunes ; avec l'aide des camarades du bâtiment de la CNT, un matin, l'entrée du rectorat a été murée...

A Libourne, après plusieurs reports imposés par la mobilisation, c'est sous la pression des flics que les élèves sont rentrés, les profs grévistes tenus à l'écart, avec des surveillants recrutés on ne sait comment.

A Montesquieu, les élèves de 1ère ont été bouclés dans le lycée, sorties de secours cadenassées au mépris de toutes les règles de sécurité, pour les obliger à composer.

A Daguin, le proviseur avait préféré reporter les épreuves le plus tard possible, comptant sur le pourrissement de la mobilisation. Il a pu faire passer les épreuves alors que les collègues en grève offraient un petit déjeuner sur le parvis du lycée.

Même dans le lycée privé du Mirail à Bordeaux, des enseignants, une mère d'élève et un Gilet jaune ont distribué un tract aux élèves alors que certains d'entre eux tentaient de bloquer le lycée, empêchés par la police.

Cette lutte a pris une dimension départementale avec des AG regroupant entre 60 et 150 profs après les manifs. Mais lorsque, regroupés au sein des collectifs de syndiqués et non syndiqués ils ont voulu davantage être pris en compte dans les AG tenues par les directions syndicales, la FSU et FO ont décidé de se retirer. L'UD CGT a prétexté des problèmes de « sécurité » du bâtiment de la Bourse du travail pour ne plus y autoriser de réunions des collectifs !

Mais là aussi, rien n'y a fait. Des réunions de coordination de collectifs se tiennent toujours à la Bourse, syndiqués et non syndiqués, dans le bureau de la CGT Éducation publique et privée. Les profs s'organisent face aux corrections d'épreuves mais aussi contre l'exclusion d'une élève au lycée Vaclav Havel ou pour riposter aux lettres de menace de sanctions du rectorat pour « blocage » contre 8 enseignants grévistes, lettre reçue le jour du départ en vacances.

François et Mónica



Blocage devant le lycée Max Linder à Libourne

Au lycée Pape Clément de Pessac ni Blanquer, ni Delevoye !

Au lycée Pape Clément de Pessac comme dans bien d'autres établissements, le projet de réforme des retraites du gouvernement ne passe pas. Ce qui nous attend, si nous laissons faire, c'est en effet un recul considérable sur nos pensions, jusqu'à 900 euros par mois ! Et ce ne sont pas les promesses de revalorisation de salaire que nous fait Blanquer qui peuvent nous rassurer.

Cette attaque sur nos retraites est venue alimenter le profond mécontentement dû à la mise en place au forceps du bac Blanquer – qui, en remettant en cause la dimension nationale du diplôme, ne peut qu'accentuer les disparités déjà importantes entre établissements – et aux multiples attaques contre la profession : rétablissement de la journée de carence, énième blocage du point d'indice qui accroît la paupérisation du monde enseignant, appel de plus en plus général à du personnel précaire alors que, du fait de la disparition de certains enseignements, certains professeurs ne savent pas s'ils auront encore un poste à la rentrée prochaine. C'est aussi la fin du paritarisme, des pouvoirs accrus donnés au chef d'établissement, une deuxième heure supplémentaire obligatoire pour pallier les baisses de recrutement dans le secondaire...

La mobilisation a été forte avec plus de 70 % de grévistes dans les premiers jours de décembre. AG, piquets de grève à l'initiative de l'intersyndicale, interpellation de la rectrice, du DASEN, des politiques, sit in devant le rectorat, petits-déjeuners festifs et solidaires devant le lycée, information permanente des collègues et des élèves afin de mettre en place la convergence des luttes...

Après deux mois et demi de lutte et en dépit des tentatives d'intimidation de l'administration auprès de certain(e)s collègues et d'élèves identifiés comme meneurs, le combat continue et plus personne ne peut en ignorer les enjeux. La forte mobilisation, vecteur d'une prise de conscience politique inédite dans la profession, a permis l'émergence d'un collectif de mobilisation élargi à des personnes issues de différents horizons professionnels regroupant des collègues syndiqués et non syndiqués. Les enseignants, personnels de santé et salariés du privé membres du collectif sont toujours mobilisés et résolus à lutter pied à pied contre la réforme des retraites et le bac au rabais Blanquer.

On continue et on lâche rien !

Antone



Mérignac : les profs des mobilisés

Sur la ville, le collectif de mobilisation a été construit à l'initiative de professeurs des écoles primaires et maternelles, syndiqués (SNUIPP-FSU et SNUDI-FO) et non syndiqués... alors que les réunions syndicales n'existent presque plus.

Déjà, on s'était retrouvé une quarantaine le 3 octobre, dans un rassemblement en hommage à Christine Renon, la directrice de Pantin qui s'était suicidée dans son école. Le 5 décembre, la grève a été bien suivie, avec plusieurs écoles fermées et on a rapidement lancé le collectif qui a réuni jusqu'à une quarantaine de personnes. On s'y retrouve avec des jeunes collègues pour qui c'est le premier mouvement aussi bien qu'avec des retraités qui étaient des acteurs des luttes. Plusieurs d'entre nous ont été en grève reconductible en décembre. Parmi nous, les discussions ont été nombreuses, sur les « temps forts » proposés par les directions syndicales et la nécessité de construire une grève plus dure.

De plus en plus de profs aujourd'hui se considèrent comme des travailleurs de l'éducation et le disent, alors que dans notre secteur, il y avait toujours une réserve à revendiquer, à sortir du cadre, à s'adresser aux parents comme à des possibles compagnons de lutte...

Collèges morts en Gironde

Comme tout mouvement social profond, celui que nous menons contre la réforme des retraites se caractérise par la très grande inventivité des salariés en lutte.

Dans l'éducation nationale, après un mois de décembre durant lequel le nombre d'enseignants grévistes a atteint des records en Gironde comme partout ailleurs, la lutte s'est maintenue en 2020 notamment grâce à un nouveau type d'action, les opérations « collèges morts ».

A l'appel des enseignants et avec le soutien des associations et fédérations de parents d'élèves, 25 établissements se sont ainsi mobilisés en Gironde le 23 janvier, puis plus de 30 le 14 février.

Le soutien massif des parents, matérialisé par le très faible nombre d'élèves présents (3 à 10 % des effectifs), a eu un triple effet : prouver l'adhésion d'une très large part de la population au mouvement social, mettre en échec le silence médiatique qui tente de cacher la permanence de la lutte, et libérer pour les enseignants des temps collectifs dédiés à l'organisation de la mobilisation.

La réaction de la hiérarchie a été la preuve à la fois du trouble qui règne chez les chefs d'établissements, et de la fébrilité qui affecte les administrations centrales.

Souvent bienveillantes dans un premier temps, les équipes de direction se sont parfois subitement retournées, dès que les rectorats, réalisant l'ampleur de la mobilisation, ont diffusé leurs consignes répressives. Les parents ont alors été invités à ne pas s'associer au mouvement, et certains collègues ont subi des pressions.

Mais ces opérations se sont dans l'ensemble bien passées.

Devant l'absence de réponse du gouvernement, la violence révoltante qui s'exerce contre les cortèges de manifestants, et la difficulté de recourir à la grève dans certains secteurs particulièrement précarisés et/ou caporalisés, ces actions collèges morts sont un baromètre fiable de l'opposition à la réforme des retraites, très majoritaire dans la population, et de la solidarité avec les travailleurs en lutte.

Vincent



écoles

Les salaires gelés, les conditions de travail dégradées aussi bien par le nombre d'élèves par classe que par le manque de moyens, la précarité autour de nous des animateurs périscolaires, comme la pression de la municipalité sur les ATSEM et les personnels de restauration et de ménage... tout va dans le sens d'une prise de conscience que nous faisons partie d'une seule et même classe. La casse des retraites qui frappe tous les travailleurs aide aussi à ces évolutions, et c'est dans cette logique que le collectif que nous avons construit a cherché à construire des liens interpro.

Correspondants



Nos vies, pas leurs profits

Le Travail social se mobilise

Le travail social n'échappe pas à la logique destructrice capitaliste. Les travailleurs sociaux sont soumis à une réalité inique, pris en étau entre des logiques managériales et des personnes de plus en plus en souffrance, corollaire d'un système oppresseur. Comme bien d'autres métiers au service de personnes ayant besoin d'aide, les travailleurs sociaux se sentent épuisés, dans l'impossibilité de faire face à leur mission. Les formations sont elles aussi impactées par des réformes qui attaquent l'identité de la profession.

Le sentiment d'isolement, les pressions diverses, la concurrence des nombreuses associations, la précarité ont rendu depuis des années difficile d'organiser une riposte d'envergure, d'autant que chacun mesure qu'elle ne peut se limiter au travail social mais rejoint celle de tous les salariés contre la logique capitaliste qui soumet les individus à la course au profit. Mais les choses commencent à changer. Même si les dernières mobilisations n'ont en effet pas été unanimement suivies, nous sommes de plus en plus nombreux à cher-

cher à nous fédérer pour essayer d'entraîner les collègues, donner confiance, passer par-dessus l'isolement...

Ainsi, à l'occasion du mouvement contre les retraites, un appel à l'initiative de militants en particulier de Sud Santé Sociaux un collectif de travailleurs sociaux syndiqués et non syndiqués s'est constitué. La



première réunion qui a rassemblé plus d'une centaine de personnes a organisé le travail sur différentes thématiques : organisation, communication, politique sociale, revendications statutaires et sala-

riaux, modes d'organisation... Une banderole a été constituée, remarquée dans les cortèges des derniers temps forts sur les retraites. Nous étions encore 90 lors de la seconde réunion du collectif qui, par ailleurs, participe aux coordinations des différents collectifs interpro.

Cette volonté de s'organiser pour étendre la lutte est nationale, des rencontres ont lieu depuis plusieurs mois et une nouvelle aura lieu à Paris fin mars afin de donner un élan encore plus fédérateur, avec la volonté de réagir ensemble !

Par ailleurs, à Bordeaux, depuis le mois de septembre, des militants travailleurs sociaux du NPA, des collègues, étudiants, travailleurs, se réunissent pour débattre et prendre en compte ces problématiques sur des bases anticapitalistes. Une réunion régulière a lieu afin d'échanger sur des sujets divers. Une feuille d'agitation est diffusée régulièrement au centre de formation des étudiants travailleurs sociaux.

Un travailleur social

Grève pour les salaires à Cdiscount

Mardi 25 février, 200 salariés de C-Logistics (filiale des entrepôts de Cdiscount) étaient en grève pour les salaires. Ils sont en colère face à une direction qui annonce, lors des négociations annuelles sur les salaires (NAO), une augmentation de 1,1 %... On est très loin du compte. Les salariés réclament 3 % d'augmentation générale et une réévaluation globale de la grille des salaires.

Comme toujours, la direction met en avant ses soi-disant « difficultés »... Cette fois-ci, ce serait le retard dans les ventes depuis le mois de janvier le responsable ! Mais tous les chiffres avancés par la direction ne peuvent masquer une réalité que nous vivons au quotidien et que nous connaissons bien, vu le boulot et le nombre de commandes !

En fait, le chiffre d'affaires de Cnova, la maison mère de Cdiscount, a progressé de 3,5 % sur 2019. Le Black Friday 2019 a généré à lui seul 73 millions d'€ en 24h ! Pas étonnant que la filiale C-Logistics affiche, elle, un résultat net de près de 14 millions d'€ cette année !

A la réunion de NAO qui a suivi notre premier coup de colère, la direction a concédé une augmentation de... 1,5 %.

Du coup, nous étions à nouveau nombreux en grève lundi 2 mars. Il est grand temps d'imposer partout une autre répartition des richesses.

Echo du bulletin inter-entreprises Pessac-Cestas du 3 mars 2020

GFT Blanquefort : débrayage pour les NAO

Le 28 février, nous étions une cinquantaine de l'équipe de nuit puis une soixantaine des équipes de matin et après-midi à débrayer pour nos salaires, sur les 800 ouvriers que compte l'usine en ce moment.

Les syndicats CGT et FO y avaient appelé à l'occasion des Négociations annuelles obligatoires... où la direction proposait 1,8%, puis était passé à 2,1% à la 3^{ème} réunion. Les syndicats revendiquaient 3% d'augmentation, avec pour la CGT un minimum de 70 €.

Dans les ateliers, pas mal de collègues nous disaient que 2%, ce n'était pas si mal. Le climat est assez dur avec une production qui tourne à plein régime, et des incertitudes sur l'avenir de GFT dont la production dépend entièrement des commandes de Ford. Du coup, dans ce contexte, ce débrayage qui a mobilisé bien plus de collègues que pour les NAO des années précédentes, est plutôt encourageant pour la suite.

Correspondants

Nos vies, pas leurs profits

Alors que la colère est toujours bien présente à la SNCF après les semaines de grève contre la réforme des retraites, retour sur la casse du service public ferroviaire...

SNCF : Diviser pour mieux régner... pour les profits de Vinci and Co

La mise en œuvre du nouveau pacte ferroviaire, en ce début 2020, accélère le morcellement de la SNCF en différentes sociétés anonymes et accentue les logiques de rentabilité avec l'ouverture à la concurrence des liaisons ferroviaires. Les régions peuvent désormais diffuser leurs appels d'offres pour l'exploitation des dessertes régionales (lignes classiques - TER et Ligne à Grande Vitesse - TGV).



On imagine sans mal l'impact sur des lignes dites « peu rentables » jusqu'alors assurées bon an mal an par le service public... On imagine aussi les conséquences sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, à l'heure du dynamitage du statut des cheminots... Une logique de privatisation et de morcellement qui a débuté en 1997 avec la création de l'établissement public RFF (réseau ferré de France) alors que Gayssot était ministre des transports (PCF) de Jospin. Il expliquait « *Je suis pour une certaine séparation des fonctions : celle de maître d'ouvrage et celle de maître d'œuvre, celle de responsable des infrastructures et celle de gestionnaire et de transporteur ferroviaire* »...

Depuis, la SNCF a été partagée en 3 EPIC (Établissements Publics à Intérêts Commerciaux), qui éclatent aujourd'hui en... 5 sociétés anonymes (SA), ce qui rend possible une cession au privé par l'État de tout ou partie du capital des sociétés telles que Gares et Connexions (bâtiments des grandes gares) et Fret SNCF, déjà fortement mises à mal.

La feuille de route de la « nouvelle

SNCF » dictée par l'État, converti au rôle d'actionnaire, a fixé comme objectif une « *marge d'exploitation* » de 2,8 milliards d'euros d'ici 2026.

C'est une accélération de la démarche lugubre vécue entre 2010 et 2019 qui a vu la fermeture de 1165 km de lignes, des dizaines de gares et des centaines de guichets... Ce « *plan de performance* » prévoit une réduction des coûts de 3 milliards d'euros pour SNCF Réseau et SNCF Mobilités. Les effectifs doivent baisser de 2,8 % par an d'ici 2026 alors que déjà 2200 postes ont été supprimés chaque année entre 2004 et 2014.

Le Fret ferroviaire n'est pas en reste. A l'heure de l'urgence climatique, on nous annonce une baisse des effectifs jusqu'à 9 % par an. Des sites de Fret ferroviaire sont déjà meurtris, tel le site d'Hourcade (Villeneuve d'Ornon et Bègles), site industriel de FRET dans le Top 10 des plus vastes d'Europe, dont l'utilisation n'atteint même pas 5 % aujourd'hui. Pendant ce temps, le nombre de camions ne cesse de croître sur les routes...

Le scandale de la LGV... et des profits de Vinci

Cette logique de rentabilité s'impose aussi sur les « grands » axes. Dernier exemple en date : la LGV (Ligne à Grande Vitesse) Tours / Bordeaux.

Cette infrastructure ferroviaire 0 % publique a été construite sous un gouvernement PS grâce à une des nombreuses « avancées » de l'Europe : le PPP (Partenariat Public Privé), synonyme de dépense publique et de profits privés. La LGV « Sud Europe Atlantique » (SEA) a été donnée en concession à VINCI pour 50 ans... désormais seul gestionnaire de l'infrastructure (plus de chemins donc) !

Vinci impose un péage aux TGV qui empruntent la LGV, 7000 euros par rame pour un Paris/Bordeaux, qu'elle soit pleine ou vide... La construction de la LGV a coûté 7,8 milliards d'euros, la participation de Vinci a été de 800 millions... Le reste est pris en charge par la Caisse des dépôts et consignations (notre argent), les régions traversées (notre argent), des dotations de l'Europe (notre argent)... Les profits sont ramassés par les actionnaires de Vinci, comme ceux des aéroports, des autoroutes, des parkings qui ne suffisaient pas à leur appétit.

C'est contre une telle logique, pour le droit des cheminots, des travailleurs du privé et des usagers, que nous nous battons depuis des années. Statut, retraites, service public du rail, un même combat contre la finance et les multinationales !

Tom



Inauguration de la LGV SEA (28-02-2017) François Hollande, Alain Rousset, Xavier Huillard, (PDG de VINCI), Laurent Cavrois, président de Lisea et Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau se félicitent de leur bon coup...

Des listes Anticapitalistes et révolutionnaires, pour les luttes des travailleurs !

Nous écrivons à quelques jours du premier tour des élections municipales, alors que dans toutes les communes les candidats ne se sont jamais autant ressemblés ! Tous plus verts que verts et très discrets sur leurs « étiquettes »... tant ils espèrent se dédouaner des politiques menées par leurs partis qui, nationalement et localement, participent ou ont participé aux majorités au pouvoir ou y aspirent tel le RN.

Mais dans un certain nombre de communes, il est possible d'utiliser son bulletin pour faire entendre la colère des travailleurs, de la jeunesse, des classes populaires contre Macron et le CAC 40 !

C'est pour cela, pour porter dans ces élections les luttes et la révolte de notre classe, que le NPA a constitué des listes à Lormont et Cenon avec Monica Casanova et Christine Héraud, élues depuis 2001, à Pessac avec Isabelle Ufferte, élue de 2001 à 2014, à Mérignac avec

François Minvielle et à Blanquefort avec Marie Mathilde Brun après le déstabilissement d'un camarade de Ford.

A Bordeaux, Philippe Poutou mène une liste soutenue par le NPA et la France Insoumise, un choix qui fait débat parmi les militants du NPA, comme la présence sur la liste de Loïc Prudhomme, député LFI qui fait par ailleurs campagne, entre autres, pour la candidate EELV à Pessac...

S'organiser et construire pour l'avenir

La constitution de nos listes a été une campagne politique en soi. Ce sont près de 250 personnes qui se sont engagées à nos côtés, et de nombreuses autres pour faire campagne. Certaines et certains connus depuis des années mais aussi des camarades récemment rencontrés dans les luttes, enseignants, cheminots, hospitaliers, employés et ouvriers, privés d'emploi, retraités, artisans, mili-

tants syndicaux et gilets jaunes de toutes générations... pour qui il est naturel de donner un prolongement politique à nos luttes. Car ces élections sont avant tout cela pour nous : porter la révolte de notre camp social sur le terrain politique, y compris électoral, en toute indépendance des logiques et politiques institutionnelles, et en ce sens contribuer à nous organiser, préparer l'avenir.

Nous ne sommes pas seuls à avoir cette préoccupation. Nos camarades de Lutte Ouvrière, à qui nous avons proposé de mener cette bataille ensemble, sont aussi présents sur plusieurs communes.

Alors, le 15 mars, partout où cela est possible, faisons entendre avec notre bulletin les idées de la contestation, de l'anticapitalisme et de la révolution, pour un autre avenir et « un monde meilleur » !

Isabelle Ufferte

Mérignac : liste Anticapitalistes ! Pour les luttes des travailleurs et des classes populaires

A Mérignac, la présence d'une liste Lutte ouvrière et d'une liste LFI a provoqué pas mal de discussions pendant la construction de notre liste « *Anticapitalistes ! Pour les luttes des travailleurs et des classes populaires* », y compris avec des camarades qui avaient été candidats avec nous en 2014 ou 2008.

Par rapport à Lutte ouvrière, on n'a pu que regretter leur refus de faire liste commune, une décision prise nationalement par LO il y a déjà plusieurs mois. L'unité des révolutionnaires est un combat...

LFI nous avait sollicités pour faire une liste citoyenne, proposition faite aussi à EELV et au PC, tous deux de la majorité municipale sortante avec le PS...

Nous avons refusé en discutant de la différence de nos perspectives. De leur côté « *la révolution par les urnes* » et un programme municipal pour un « *Mérignac en commun* ». Du nôtre, une perspective indépendante des institutions, celle d'appeler le monde du travail à prendre ses affaires en main, à ne compter que sur ses luttes et son organisation, faisant le lien entre la contestation globale du capitalisme et les problèmes locaux.

Finalement, la plupart des camarades qui auraient souhaité cette unité reconnaissent en même temps que la logique institutionnelle de LFI est bien peu crédible. Qui peut croire encore qu'on va changer notre sort par les élections ?

F.M.

Bordeaux, dans les

Pour nous, militant(e)s du NPA, de FI, Gilets Jaunes, syndicalistes, associatifs, qui sommes de toutes les nombreuses luttes et mobilisations depuis plus d'un an ou pour certain(e)s depuis des années, cela a été comme un besoin, une nécessité, de continuer ensemble nos combats communs aussi dans le combat électoral.

Dans l'intérêt du mouvement, de la période, de notre classe, dont nous voulons aider à faire entendre les colères qui s'expriment dans les rues, dans les grèves, cela nous a semblé la meilleure solution.

Bien entendu, il a fallu se convaincre, puis convaincre... ou pas ! autour de nous sur ce choix d'une liste unitaire, ouverte mais clairement Anticapitaliste et pour les luttes. Car, les élections ne modifient pas le système, l'ordre social que nous voulons renverser.

A Lormont : notre colère, notre camp social et le leur

Nous avons constitué pour la 4^{ème} fois une liste « anticapitaliste, pour les luttes des travailleurs et de la jeunesse » avec des camarades connus depuis des années dans la commune et des nouveaux venus : du public, du privé, employés, ouvriers, privés d'emploi, retraités, artisans, militants syndicaux et gilets jaunes de toutes générations.

Depuis qu'on a été élus pour la 1^{ère} fois en 2001 (avec 11,45 % des voix, liste LCR), cette ville, constituée surtout de quartiers populaires, s'est agrandie avec plus de 2000 habitants en plus, de nouveaux quartiers, après la démolition de plus de 1500 logements dans le cadre d'opérations initiées par la droite de Borloo et appliquées par la majorité PS-PC-Verts. Les nouveaux logements sont plus petits et plus chers, avec moins de parkings.

Dans le même temps, 4 écoles ont été fermées, les enfants entassés dans les autres, obligées d'ajouter des algeco car, situées en REP +, les classes de CP et CE1 ont été dédoublées mais

sans profs ni locaux supplémentaires.

Le nombre de communaux embauchés au statut a diminué, celui des contractuels a augmenté, des départs à la retraite ne sont plus remplacés. Les agents « mutualisés » avec Bordeaux Métropole doivent faire plus à moins nombreux, avec un salaire en baisse. Les dotations (aides de l'État) sont en chute libre. Une Poste a fermé et l'autre réduit ses horaires. Pour plus d'habitants, il y a moins de services publics.

La majorité PS-PC-Verts se présente avec la LREM sur une liste non siglée intitulée « Nous ». Eh bien, nous, c'est contre eux et la montée de l'extrême droite, pour les intérêts des travailleurs, des jeunes et un monde meilleur !

Laurent et Mónica

ELECTIONS MUNICIPALES ET COMMUNAUTAIRES DE MARS 2020 - LORMONT

Dites votre colère contre Macron et le CAC 40,

VOTEZ POUR LA LISTE

ANTICAPITALISTE

pour les luttes des travailleurs et de la jeunesse

Conduite par **Monica CASANOVA**



enseignante,
militante syndicale,
conseillère municipale
sortante
et
Laurent DELAGE
électromécanicien,
militant syndical



Avec le soutien de **Philippe POUTOU**
et **Olivier BESANCENOT**

<http://www.npa33.org/index.php/lormont> | lormont@npa33.org | Tél 06 84 38 98 48

urnes comme dans la rue !

La campagne en elle-même est une réussite de par l'investissement des candidat(e)s dans les AG, les commissions de travail, les réunions publiques, les diffusions de tracts, les rencontres avec le milieu associatif qui nous interpelle sur l'écologie, la culture, etc. et par notre visibilité.

Pour l'heure, à quelques jours du scrutin, notre démarche fait mouche, répond à une attente, fait plaisir autour de nous. Nous ressentons l'engouement pour la politique que nous défendons, pour nous être imposés avec force dans cette campagne qui prend une tonalité lutte des classes. Au point d'énerver le petit monde politicien bourgeois bien dérangé par l'intrusion de celles et ceux d'en bas. Et ce n'est que le début !

Notre présence au second tour et donc la possibilité d'avoir des élu(e)s pendant 6 ans au parlement bordelais se précise. Ce qui nous permettrait de jouer à plein notre rôle militant à faire au mieux pour être utile à notre classe, à son auto-organisation pour se faire entendre et se défendre. (bordeauxenluttes.fr)

Jacques Raimbault

La « parité » ? une lutte de classe elle aussi !

Une chose ne peut que frapper quand on regarde les têtes de listes pour les municipales à Bordeaux : sur neuf, huit sont masculines...

Malheureux hasard ? Pas vraiment quand on sait que seules 21,32 % des têtes de liste des communes de plus de 1 000 habitants sont des femmes (et encore, en 2014 c'était 15,46 %...).

Et lors du débat *Sud Ouest* consacré aux municipales à Bordeaux le 5 mars, sept hommes sur le plateau... Fanny Quandalle de Lutte Ouvrière, seule femme tête de liste, n'était même pas invitée, ce que Philippe Poutou a dénoncé.

Depuis 2013, la parité des listes est obligatoire dans les communes de plus de 1000 habitants... Mais les maires et les adjoints restent très majoritairement des hommes (81 % des maires à ce jour).

Appeler les femmes à prendre toute leur part au combat politique et social est partie intégrante de la lutte pour l'émancipation, au cœur du combat des révolutionnaires. Et ce n'est pas un hasard si, en Gironde, quatre des six têtes de liste NPA sont des femmes. Pas plus le fait qu'Arlette Laguiller, femme et travailleuse, ait été en 1974 la première candidatE en France à une élection présidentielle...

I.U.

A Pessac comme ailleurs, pour un monde meilleur !

Comme dans toutes les communes, c'est à qui sera le plus vert, plantera le plus d'arbres, mettra le plus de bio dans les assiettes des enfants... et sera le plus local ! *Naturellement Pessac* (LR-LREM), *L'écologie pour Pessac* (EELV, FI, PCF, Génération.s), *Réinventons Pessac* (PS, PRG, place publique) ou *Pessac avant tout* (du centre droit à l'UPR), difficile de s'y repérer dans les nuances de vert des plaquettes !

La liste **Anticapitalistes ! Pour les luttes des travailleurs et des classes populaires** ne tranche pas que par la couleur de ses affiches, elle est la seule à poser les véritables enjeux de ces élections face aux démagogies localistes. Moins que jamais ces élections municipales n'ont d'enjeu local, à part la redistribution des postes entre appareils.

Bien sûr ces élections sont l'occasion de porter les exigences et les droits fondamentaux de la population. Parmi ceux-là, le droit au logement. Sur le quartier de Saige Formanoir, il est prévu de détruire 3 des 8 tours et un total de 465 logements... alors même que 2000 demandes de logements HLM sont en attente sur la ville, et que de nombreuses personnes vivent dans des conditions indignes dans plusieurs squats ! Mais poser la question du logement, c'est poser la nécessité de mesures autoritaires contre les promoteurs et autres géants du bâtiment, c'est poser la question du



contrôle démocratique par la population et les travailleurs et remettre en cause les intérêts et le pouvoir d'une minorité de privilégiés... bien au-delà de l'aspect communal...

Comme nous l'avons fait lorsque nous avons des élus au conseil municipal, de 2001 à 2014, c'est bien les exigences et les luttes que notre liste, et demain nos élus si nous en avons, portons dans cette campagne !

I.U.

A Cenon

Comme sur les autres communes, nous avons commencé notre campagne politique par la constitution des listes elles-mêmes, en appelant les habitants des quartiers à se porter candidats sur une liste anticapitaliste révolutionnaire pour exprimer leur révolte.

Sur le marché, en porte-à-porte dans les cités des quartiers les plus populaires, nous avons pu très facilement discuter avec de nombreux salarié-es, retraité-es, chômeurs-seuses et précaires avec qui nous partageons la même révolte et qui ont rejoint la liste. Mais beaucoup n'ont

pas pu le faire, privés du droit de vote. Vivant pour certains depuis des dizaines d'années sur la commune, leur demande de papier continue de leur être refusée. Une grande partie des habitants des quartiers populaires est ainsi exclue du droit démocratique qu'est le droit de vote. Nous revendiquons ce droit pour tous les résidents sans-papiers à toutes les élections.

C.H

Dites votre colère contre Macron
et le CAC 40,

VOTEZ

ANTICAPITALISTES !
**Pour les luttes des travailleurs
et de la jeunesse !**

Liste conduite par

**Christine
HERAUD**

professeure des écoles spécialisées,
militante syndicale,
conseillère municipale



Blackout médiatique

La liste du NPA à Cenon a été présentée sur le site internet de *Sud-Ouest*, mais pas dans l'édition papier... Sur la même ville, comme à Mérignac, trois lignes de citations pour nos candidats sur une pleine page consacrée aux municipales... Exclusion des candidats du NPA et de LO sur les plateaux de France 3 pour Mérignac... Exclusion de la candidate de LO sur Bordeaux pour un débat sur TV7...

Les principaux médias régionaux s'arrogent le droit de sélectionner ceux dont ils relaieront la parole, et la voix des révolutionnaires ne leur plait pas. Ils n'ont même pas à se justifier, c'est le fait du prince, la loi de ceux qui contrôlent ou possèdent ces médias et qui en font ce qu'ils veulent.

Pour se faire entendre, le monde du travail ne peut compter que sur lui-même.